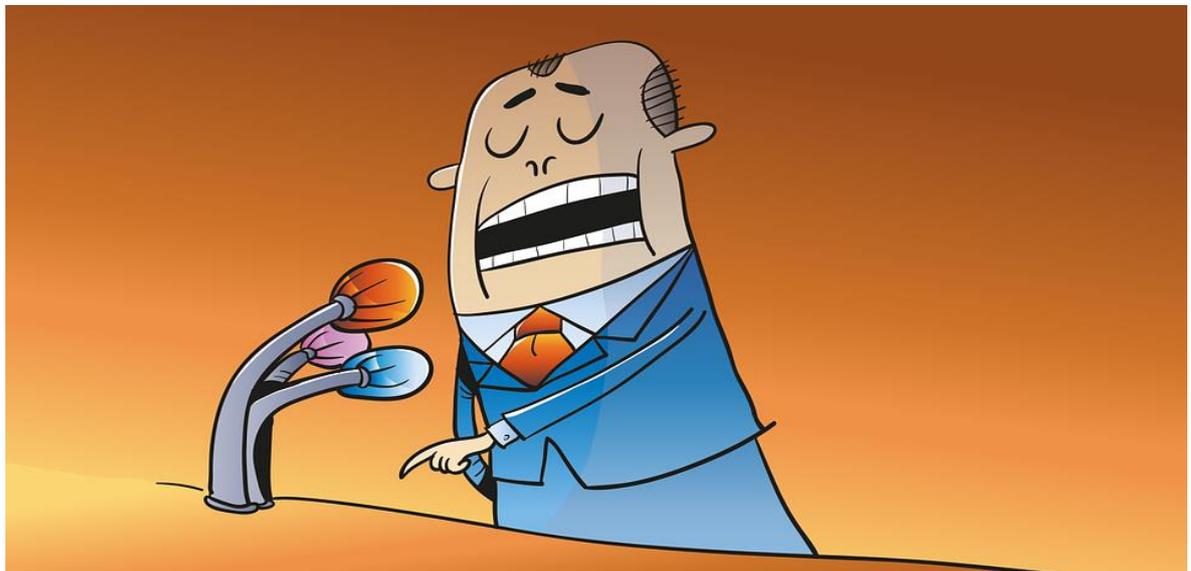


AIDE A DOMICILE TOUJOURS DES BEAUX DISCOURS



Mardi 4 Août, le Président de la République mode communication tout azimut s'est déplacé à Toulon. Il s'agissait pour la présidence de donner de la résonance à une annonce concernant la reconnaissance d'un secteur en première ligne pendant la crise de la Covid-19 : les Aides à Domicile.

Derrière les annonces et derrière l'opération de communication le compte n'y est clairement pas !

Il promet une prime de 1000 euros pour un équivalent temps plein mais sans en définir les contours. En effet, la majorité des salariés de ce secteur d'activité travaille à temps partiel « subit ». Nous craignons une application floue de cette mesure de la part des employeurs, ce qui accentuera les inégalités entre salariés et des disparités territoriales. Nous sommes inquiets sur le financement de cette prime qui sera pris en charge à 80 millions par l'état et 80 millions par les Conseils Départementaux. Pour autant, à ce jour, certains Conseils Départementaux sont en déficit et nous nous interrogeons sur leur capacité budgétaire à nous verser leur part de cette prime.

Ce gouvernement aime distiller des primes qui n'entrent en compte ni pour le chômage, ni pour la retraite.

Nous nous battons et nous exigeons que la future loi sur la perte d'autonomie réponde enfin aux besoins des populations, aux défis du vieillissement de nos sociétés et qu'elle marque une étape importante dans le progrès social qui se trouve à l'arrêt avec cette présidence.

La CGT revendique de réelles augmentations de salaires, la revalorisation de tous les frais professionnels et une reconnaissance de nos métiers qui sont d'utilité publique et qui sont appelés à jouer un rôle de plus en plus primordial dans les années à venir.